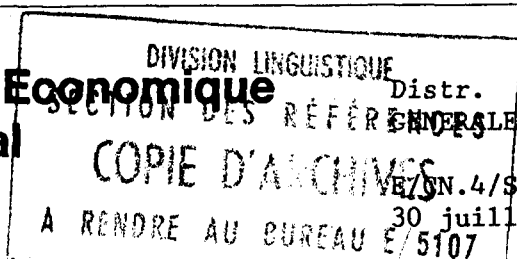




Conseil Economique
et Social



Distr.

GENERAL

E/5107/4/Sub.2/1991/30/Add.3

30 juillet 1991

E/5107

FRANCAIS

Original : ANGLAIS/FRANCAIS

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME
Sous-Commission de la lutte contre
les mesures discriminatoires et de
la protection des minorités
Quarante-troisième session
Point 11 de l'ordre du jour provisoire

L'INDEPENDANCE ET L'IMPARTIALITE DU POUVOIR JUDICIAIRE,
DES JURES ET DES ASSESSEURS ET L'INDEPENDANCE DES AVOCATS

Rapport sur l'indépendance du pouvoir judiciaire et la protection des
avocats dans l'exercice de leur profession, établi par M. Louis Joinet,
conformément à la résolution 1990/23 de la Sous-Commission de
la lutte contre les mesures discriminatoires et de
la protection des minorités

Additif

Note du Rapporteur spécial

1. J'ai reçu du Gouvernement israélien des informations sur des cas de mesures et pratiques concernant l'indépendance du pouvoir judiciaire et la protection des avocats abordés dans le rapport. Je rappelle que les cas de mesures et pratiques concernant l'indépendance du pouvoir judiciaire et la protection des avocats dans ce pays sont abordés aux paragraphes 234 et 235 du rapport.
2. La communication reçue du Gouvernement israélien est reproduite ci-après in extenso.

ISRAEL

[16 juillet 1991]

1. Il convient de rappeler d'entrée que dans les zones administrées, comme la Sous-Commission ne l'ignore pas, aucune distinction n'est faite en matière d'administration de la justice en fonction de la profession des personnes soupçonnées d'avoir violé la loi. Quiconque est soupçonné d'avoir enfreint la législation pénale en vigueur dans ces zones peut, selon cette législation, être détenu pour enquête et jugement ou, selon les circonstances, faire l'objet d'autres mesures administratives. Le seul critère pris en considération est la nature du délit commis par le suspect, qu'il soit chauffeur, avocat, portier ou même magistrat. Ainsi, les avocats dont le nom est cité dans la lettre susmentionnée du Rapporteur spécial datée du 13 juin 1991 ont été détenus pour la seule raison qu'ils étaient soupçonnés d'avoir participé en fait à des activités constituant une menace pour la sécurité de l'Etat d'Israël, une menace pour la sécurité et l'ordre publics dans les zones administrées ou un danger pour les autorités israéliennes d'administration.

2. Est englobé dans ces activités le fait d'être membre de certaines des organisations terroristes les plus connues dans le monde, telles que le Front démocratique de libération de la Palestine (M. Sherer Aruri) et l'OLP (M. Adn'an Abu Leila, originaire de Naplouse) ou de les soutenir.

3. Le simple fait d'être avocat ne garantit pas au détenu le droit à une protection spéciale qui ne serait pas accordée au détenu ordinaire.

4. Afin de dissiper ce qui paraît être un malentendu sur les raisons pour lesquelles les avocats en question ont été détenus, les précisions ci-après concernant la situation de certains d'entre eux pourront être utiles.

5. M. Adn'an Abu Leila a été placé en détention administrative pendant trois mois en raison des activités qu'il avait menées au nom de l'organisation terroriste "Fatah", en profitant de son statut d'avocat. Il convient de souligner que la durée de la détention de M. Abu Leila a été considérablement abrégée par rapport à ce qui est prévu dans la réglementation applicable, du fait qu'il était détenu pour la première fois. La décision de mise en détention n'a été prise qu'avec l'approbation de l'avocat général militaire lui-même, compte tenu du fait que M. Abu Leila était avocat. Ce dernier a fait appel de la décision le 11 octobre 1989, comme il en avait le droit conformément à la législation sur la sécurité, mais son recours a été rejeté par une Commission d'appel que présidait un juge militaire dûment qualifié.

6. M. Muhamad Shadid a été placé en détention administrative pendant 6 mois en raison du rôle actif qu'il avait joué en faveur du Front démocratique de libération de la Palestine. Même pendant sa détention, il a continué à appuyer les actes de violence. Comme dans le cas de M. Abu Leila, la décision de mise en détention de M. Shadid n'a été prise qu'avec l'approbation préalable de l'avocat général militaire. L'appel formé par M. Shadid contre cette décision a été rejeté par la Commission d'appel le 7 juin 1989.

7. Il convient de noter en outre qu'il ne s'agissait pas de la première mise en détention de M. Shadid. En mars 1988, il avait été placé en détention administrative à l'origine pendant six mois; en juin 1988, après avoir purgé trois mois de peine, il avait été remis en liberté à titre de geste de bonne volonté. Toutefois, il a repris son rôle de membre actif du Front démocratique de libération de la Palestine dans le district de Tulkarem et il a contribué à la planification d'actes de violence et de terrorisme et à l'incitation à en perpétrer. Au nombre de ces activités figurent des émeutes et des attaques dirigées contre des Palestiniens que lui-même et ses collègues soupçonnaient de collaborer avec les autorités.
